



LABORATOIRE DE SOCIOLOGIE
D'ANTHROPOLOGIE
ET D'ETUDES AFRICAINES

LASANEA



**REVUE
DEZAN**

NUMERO 011

VOLUME I

UAC, Décembre 2016

REVUE DEZAN

NUMERO 11, Volume I, Décembre 2016

Directeur de publication

Albert TINGBE-AZALOU

*Chef de la Filière Sociologie-Anthropologie,
Ecole Doctorale Pluridisciplinaire*

Rédacteur en Chef

IMOROU Abou-Bakari

Maitre de Conférences des Universités (CAMES)

Comité Scientifique

Pr. Michel BOKO (Bénin), Pr. Prospère I. LALEYE (Sénégal),
Pr. Albert TINGBE-AZALOU MC (Bénin), Pr. Francis AKINDES (Côte
d'Ivoire), Pr. Maxime Da CRUZ (Bénin), Pr. Thomas BIERSCHEK
(Allemagne), Pr Yendoukoa Lalle LARE, MC (Togo), Pr. Albert
NOUHOUAYI (Bénin), Gautier BIAOU, MC (Bénin), Pr. Mamoudou
IGUE (Bénin), DANIQUE TAMASSE Roger, MC (Togo), MONGBO Rock
(Bénin), Pr. Issiaka KONE (Côte d'Ivoire), Pr. Séri DEDY, Pr. Elisabeth
FOURN (BENIN), Alkassoum MAIGA (BURKINA FASO) et Pr. Lolouvou
Foly HÉTCHÉLI (TOGO) , HOUNGNIHIN Rock

Comité de Lecture

Pr Toussaint TCHITCHI (Bénin), Pr. Sylvain ANIGNIKIN Bénin),
Pr. Paulin T. HOUSSOUNOU (Bénin), Pr. Albert TINGBE AZALOU, MC (Bénin),
Pr Roch Gnahoui DAVID (Sénégal), IGUE Babatundé Charlemagne (Bénin),
MIDIOHOUAN Guy Ossito (Bénin), MEDEGAN Ambroise (Bénin)

Recueil, agencement et mise en forme des textes

TOGBE Codjo Timothée & SOSSOU Tokandé Romuald

DEZAN

NUMERO 011, 2016

VOLUME I

UAC, Décembre 2016

Toute correspondance est adressée au :
Comité de Rédaction de la revue DEZAN
01 BP 526 Cotonou, République du Bénin
revuedezean@yahoo.fr

Toute reproduction sous quelle forme que ce soit est interdite et de ce fait passible des peines prévues par la loi 84-003 du 15 mars 1984 relative à la production du droit d'auteur en République du Bénin.

ISSN 1840-717-X DU 4^{ème} trimestre

Dépôt Légal N°6378 du 4^{ème} trimestre

Ce numéro a été réalisé grâce à l'engagement, aux conseils et observations d'enseignants et chercheurs du Département de Sociologie-Anthropologie et d'autres entités de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey Calavi.

Nous tenons à témoigner de notre reconnaissance aux **Professeurs Michel BOKO, Guy Ossito MIDIOHOUAN, Ambroise MEDEGAN, Bertin YEHOUENOU et Maxime da CRUZ.**

Dr. TOGBE Codjo Timothée a assuré le recueil, l'agencement et la mise en forme des textes. Le tout, sous la supervision du Rédacteur en Chef **Dr. Abou-Bakari IMOROU.**

Sommaire

PERCEPTIONS DES MATERNITES PRECOCES PAR LES ADOLESCENTES A KORHOGO (NORD DE LA COTE D'IVOIRE).....	7
Moro Manou Honorine , Doumbia Mohamed, Fokou Gilbert, & Bonfoh Bassirou	
LE VECU DES MIGRANTS DANS LA CRISE IVOIRIENNE : PERSPECTIVES A PARTIR DE HANNAH ARENDT	23
ANY Hobido Désiré	
REFERENTS CULTURELS ET ITINERAIRES THERAPEUTIQUES : CAS DE L'ULCERE DE BURULI	41
EHOUMA Koffi Ludovic & MORO Moro Dominique	
LA TECHNOSCIENCE : DECONSTRUCTION ET/OU RECONSTRUCTION TECHNO-SYMBOLIQUE DE LA CONFIANCE ? ...	57
Victorien Kouadio EKPO	
ALFA, SORCIER ET DJIN AUTOUR DE LA MALADIE MENTALE EN MILIEUX MUSULMANS AU BENIN.....	75
Galilou ABDOULAYE	
DYNAMIQUES DE LA PAROLE AU SERVICE DES AFFAIRES PUBLIQUES LOCALES : RADIO MONO ET LES ZEMIDJAN A LOKOSSA (BENIN)	91
Patrick HINNOU	
LANGUE, ÉDUCATION ET CULTURE : LE CAS DES GUÈRES DE TOULEPLEU (CÔTE D'IVOIRE)	113
INANAN Kouéiwon Gaspard	
LE PROJET LEIBNIZIEN D'UNE PAIX DURABLE : QUELS ENSEIGNEMENTS POUR L'AFRIQUE ?	129
KONATÉ Mahamoudou	
VIEILLIR AU BENIN : LES PERSONNES DU TROISIEME AGE ENTRE EXCLUSION SOCIALE, SOLIDARITE FAMILIALE ET POLITIQUES PUBLIQUES	151
Florentin NANGBE ; Laurent ADJAHOUHOUE & Yves MAGNON	
ENJEUX FONCIERS ET DYNAMIQUES DE REAPPROPRIATION AGRICOLE DES AMENAGEMENTS PASTORAUX DANS L'EST DU BURKINA FASO	165
Ramané KABORÉ & Edwige Yéri Kambiré	
L'ÊTRE ET LA SOUFFRANCE, PENSER AVEC LEVINAS	187
NOGBOU E. Hyacinthe	
REPRESENTATIONS SOCIALES DES FEMMES BENEFICIAIRES DE MICRO-CREDIT : UN ECUEIL A L'EMPOWERMENT FEMININ DANS	

L'ARRONDISSEMENT D'ADJOHOUN-CENTRE AU BENIN	201
Sophie MONTCHO & Dodji AMOUZOUVI	
RESTRUCTURATION DU LIEN SOCIAL DES PERSONNES AGEES MALADES D'ALZHEIMER EN MILIEU ABIDJANAIS.....	217
SORO Siényélédjama Françoise, SAY Tanoh Ahou Clémentine, DAYORO Z. Arnaud Kévin,	
ETUDE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE DE LA DYNAMIQUE DES FILIERES NEO-COUTUMIERES DE PRODUCTION ET DE GESTION FONCIERE PERIURBAINE A ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)	235
TOH Alain	
DES RECOMPOSITIONS TERRITORIALES DE LA FORET CLASSEE DE LA COMOE-LERABA (BURKINA FASO) A L'EMERGENCE DU DEVELOPPEMENT PATRIMONIAL DANS LA PERIPHERIE	253
Lassane YAMEOGO	
QUELQUES ENJEUX DE LA CONSERVATION DU FONCIER PÉRIURBAIN À ADJAMÉ-VILLAGE	277
Barnabé Cossi HOUEDIN & Maimouna DIABY	
CONFLITS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES DU BENIN : CAS DE LA COMMUNE KARIMAMA	293
YAROU Imorou	
COMMUNICATION ET ÉDUCATION POUR LA PRÉVENTION DE L'HYPERTENSION ARTÉRIELLE CHEZ LES JEUNES EN ZONE RURALE ET PÉRIURBAINE DANS LA COMMUNE DE BOUAKÉ.....	309
NIAMKEY AKA	
IMPACT SOCIOÉCONOMIQUE DE L'EXPLOITATION DE LA MANGROVE DANS LA PÉRIPHÉRIE RURALE DE GRAND-BASSAM..	337
Kakou Yao Sylvain Charles 1, Anne Marilyse Kouadio2	

**DYNAMIQUES DE LA PAROLE AU SERVICE DES AFFAIRES
PUBLIQUES LOCALES : RADIO MONO ET LES ZEMIDJAN A
LOKOSSA (BENIN)**

Patrick HINNOU

Université d'Abomey-Calavi (Bénin) / Département de sociologie
hinson84@yahoo.fr

Résumé

Au Bénin, les *zémidjan* (conducteurs de taxis-motos) profitent des revues de presse diffusées à la radio en langues locales pour créer, devant des kiosques à journaux, des espaces d'écoute collective, de discussion de l'actualité et de prise de parole politique. En analysant dans l'un de ces « *atchakpodji* » ou « assemblées » (à l'instar des agoras ou Parlements de la rue en Côte d'Ivoire) à la fois le profil des orateurs, l'architecture des débats, leurs articulations et effets sur la scène politique locale voire nationale, cet article ouvre une réflexion sur les pratiques ambivalentes de la citoyenneté dans un pays pionnier de la transition démocratique en Afrique de l'ouest. Il tisse, dans cette réflexion, un lien étroit avec les spécificités sociales et politiques de la catégorie socioprofessionnelle des *zémidjan*, la libéralisation des médias et la constitution de communautés sur la scène politique.

Mots-clés : Radio Mono, *zémidjan*, revues de presse, parole politique, Lokossa.

Summary

In Benin, the *zémidjan* (moto taxi drivers) use press reviews broadcasts to create, next to newspaper kiosks, spaces for collective listening, discussions on the latest news, and political speech. By analyzing in one of these “*atchakpodji*” or “assemblies” (following the example of agoras or street parliaments in Ivory Cost) the profile of the speakers, the architecture of the debates, their intertwining with and effects on the local and even national political scenes, this article opens a reflection on the ambivalent practices of citizenship in a country that pioneered democratization in west Africa, hand in hand with the political and social specificities of the *zémidjan* as a socio-professional category, the liberalization of the media and the constitution of communities on the political scene.

KeyWords: Radio Mono, *zémidjan*, press reviews, political speech, Lokossa.

Introduction

Au Bénin, la démonopolisation de l'espace médiatique qui, après 1991, a suivi le renouveau démocratique (R. Banégas, 2003), a entraîné une floraison de radios locales¹⁷. Ces nouveaux médias privés ont été investis par certains acteurs sociaux qui ont par ce biais tenté de faire entendre leurs doléances. Ainsi, dans le département du Mono, au sud-ouest du pays près de la frontière togolaise, des citoyens de la Commune de Lokossa ont décidé de s'affirmer par l'entremise d'une ONG (ENJEU-ECOSYST) et d'une radio qui leur a permis de prendre la parole et d'avoir accès à « l'espace public » du Mono. Au lendemain des premières élections communales et municipales de décembre 2002, les promoteurs de ladite ONG, tous de l'éthnie kotafon, se sont frayé un chemin dans l'univers médiatique en lançant *Radio Mono*, « la voix de Lokossa ». Cette radio à vocation « communautaire » est vite devenue pour ces promoteurs, tous de l'éthnie kotafon, un instrument de promotion ou une caisse de résonance des « voix internes de l'ethnicité » (J. Lonsdale, 1996, p. 98-115). Elle a aussi mais surtout contribué à faire émerger des débats politiques qui se poursuivent dans la rue suite à l'écoute des émissions. La tribune abritant ces débats prennent le nom d'« *atchakpodji* », d'« assemblées » ou d'« agoras »¹⁸.

Certaines émissions animées sur *Radio Mono* ont favorisé, parmi les citoyens « ordinaires », l'émergence d'orateurs qui se servent de la libéralisation de l'univers médiatique et de la décentralisation pour interpellier les pouvoirs publics et négocier leurs rapports avec les dirigeants locaux, voire nationaux. Ainsi, devant le kiosque à journaux le plus populaire de Lokossa, des *zémidjan* (conducteurs de taxis-motos¹⁹) honorent pendant la semaine un rendez-vous quotidien d'écoute de la revue de presse en langue locale. En amont et surtout en aval de ces émissions, ils débattent et prennent des positions politiques souvent très clivées, une manière pour eux de « se faire entendre dans l'espace public » (E. Maigret, 1994, pp. 59-

¹⁷ Je remercie Yves Sintomer, Richard Banégas, Florence Brisset-Foucault, Laurent Fourchard et Marie-Emmanuelle Pommerolle dont les commentaires ont permis d'améliorer la qualité de cet article.

¹⁸ Au Bénin, les débats de rue sont dénommés « *atchakpodji* » ou « assemblées ». Mais il arrive aussi que les acteurs leur attribuent le nom « agora », un peu pour reprendre le désormais célèbre terme ivoirien.

¹⁹ Le Bénin est un des premiers pays de la sous-région où des motos ont été transformées en taxis. Ceux qui conduisent ces taxis-motos ainsi que leurs véhicules sont appelés *zémidjan*. D'origine fon, le nom *zémidjan* signifie : « *prends-moi vite* ». Commencé à Cotonou puis à Porto-Novo dans la deuxième moitié des années 1980, le *zémidjana* attiré de nombreux acteurs sociaux déclassés. Aujourd'hui, les taxis-motos sont présents dans toutes les Communes du pays et leur nombre est estimé à plus de 100 000. Voir N. Agossou (2004, p. 135-148).

74). Comment se constituent ces regroupements, dans quel but et quels effets ont-ils sur la scène politique locale ? Qui sont les acteurs de ces débats de rue, de quoi parlent-ils et comment caractériser leurs pratiques de la prise de parole ? Ces « *atchakpodji* » ou « assemblées » constituent-ils un contre-pouvoir ou bien entérinent-ils les hiérarchies sociales en vigueur au point de prêter le flanc au « rapport de clientèle » (J.-F. Médard, 1976, pp. 103-131) ou à « la politique du ventre » (J.-F. Bayart, 1989) ? Quel rôle jouent-ils dans la diffusion des rumeurs ? Cet article entend ouvrir une réflexion sur les pratiques ambivalentes de la citoyenneté dans un pays pionnier de la démocratisation.

Après avoir une brève histoire de *Radio Mono*, je ferai l'analyse des débats de rue animés devant les kiosques à journaux en m'attardant sur le groupe des *zémidjan*-orateurs. L'étude de ce phénomène qui prend de l'ampleur me permettra ensuite d'analyser les « usages politiques de la parole » (F. Brisset-Foucault, 2011, p. 297) desdits orateurs des enjeux de développement. Nous verrons si ces prises de parole et ces pratiques d'assemblées informelles pèsent ou pas dans la négociation des équilibres de pouvoir à l'échelle communale ou nationale. Cette sociologie des dynamiques de la parole sociopolitique, notamment à Lokossa, me conduira enfin à avancer des hypothèses sur la constitution d'un « espace public » engagé au service des *zémidjan*.

Méthodologie

Les données de cet article ont été recueillies dans le cadre d'une recherche antérieure. L'enquête s'étalant sur 10 mois au Bénin, entre 2009 et 2011, rassemble plus de cent vingt interviews avec des acteurs politiques, des membres de la « société civile » et des citoyens. La partie de l'enquête effectuée à Lokossa est axée sur des entretiens (dont 30 individuels et 10 de groupe), l'écoute assidue des revues de presse sur *Radio Mono*, l'observation participante des discussions de rue qui s'en suivent. Traitées manuellement, les informations enregistrées et transcrites sont classées par centres d'intérêt afin de nourrir l'analyse. Essentiellement qualitative, la présente étude adopte la « grounded theory » (Strauss et Corbin, 1990) en accordant une place de choix à la « multiple perspective des acteurs » (Strauss et Corbin, 1994). La perspective bibliographique utilisée priorise la recherche des trajectoires des orateurs et les interactions qui existent entre eux.

Résultats et discussion

1. Radio-Mono, la voix de Lokossa ou de l'éthnie kotafon

L'éthnicité est analysée par certains auteurs comme une conscience politique participant de l'appropriation de l'État en Afrique (J.-F. Bayart, 1989 ; A. Mbembé, 1989, p. 2-13)²⁰. À Lokossa²¹ où mes enquêtes ont été effectuées, le désir de visibilité d'une ethnie qui se sent « marginale » sur le plan national, celle des Kotafon, est indissociable d'un contexte médiatique et politique qui a connu ces deux dernières décennies de profonds bouleversements. L'affirmation d'une identité ethnique qui s'exprime sur les ondes radiophoniques et dans les débats de rue peut ainsi être lue comme un langage paradoxal d'appropriation de la démocratie et de l'État. « La voix de Lokossa » est une station privée non commerciale qui fait office de radio « communautaire » ; c'est la plus écoutée de la Commune de Lokossa²² et environs. Dans l'esprit de ses fondateurs, la radio a été créée pour permettre à l'éthnie kotafon d'avoir accès à « l'espace public » pour enfin « prendre la parole ». Tout est parti d'ENJEU-ECOSYST, un groupe d'action et de recherche pour la promotion de l'environnement et du développement.

Créée au début des années 2000 et comptant une centaine d'adhérents, cette ONG locale s'implique dans l'aménagement d'espaces verts. Très représentative, elle a un écho favorable auprès des populations locales grâce à la pertinence de ses activités. Titulaire d'un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en environnement, Sostelle Houessou en est le président. La cinquantaine, ce dernier est un ancien fonctionnaire de l'Etat béninois qui a occupé un poste d'expert environnemental pour la Communauté électrique engageant le Bénin et le Togo. L'expérience professionnelle acquise a rehaussé le leadership de ce « fils du terroir » (N. Bako-Arifari, 1995, pp. 7-24) dans sa Commune. Décidés à défendre des intérêts de leur groupe, les membres d'ENJEU-ECOSYST, tous

²⁰ Voir aussi R. Otayek (1999, p. 5-22) ; J.-F. Bayart, P. Geschiere et F. Nyamnjoh (2001, p. 53-70).

²¹ Couvrant une superficie de 260 km², Lokossa est l'une des six Communes du département du Mono, situé au sud-ouest du Bénin. A Lokossa, les Kotafon constituent l'éthnie majoritaire. La langue la plus parlée est le kotafon ou encore kogbé. L'histoire rappelle que les Kotafon n'ont pu conserver intégralement leur langue. Au fil du temps, le kotafon ou kogbé se rapproche plus du fon ou fongbé que du aïzo conventionnel. D'aucuns attribuent ce changement au métissage des Kotafon avec les populations adja (Couffo) et les Fon. Les Kotafon constituent aujourd'hui 70 % de la population de la Commune de Lokossa, qui était estimée à plus de 77 000 habitants en 2002.

²² Si Radio Mono est la première station créée à Lokossa, elle est loin de l'être dans le département du Mono. D'autres Communes voisines comme Lalo et Bopa ont été pionnières en la matière.

ressortissants de Lokossa et dont certains sont des diplômés ayant longtemps séjourné à Cotonou, avaient constaté que l'éthnie kotafon et la langue kotafon²³ n'avaient aucune voix au chapitre sur FM-Ahémé et Lalo-FM, les deux principales stations de radio implantées dans la région. Après avoir essayé en vain de faire accepter l'usage du kotafon dans les programmes de ces médias, ENJEU-ECOSYST est la première ONG à avoir demandé et obtenu, le 12 février 2004, une licence d'exploitation pour « Radio-Mono » dont l'ambition est claire :

« *Radio-Mono, la voix de Lokossa* se veut une radio de proximité donnant aux populations la possibilité d'exprimer leurs particularités culturelles, d'étendre leur voix et de jouir des bienfaits d'une telle opportunité. [...] À côté des objectifs généraux, il existe des objectifs spécifiques de valorisation culturelle de l'éthnie kotafon »²⁴.

Le siège de la radio est situé au cœur du marché Nestor d'Almeida de Lokossa, traduisant le désir de proximité avec les citoyens ordinaires²⁵. Au-delà de la diffusion de l'information et de la promotion de la culture kotafon, Radio Mono est aussi le creuset de dynamisation de la vie locale où le personnel gère les « afflictions »²⁶ et engage des échanges avec l'Association des fidèles auditeurs et auditrices ainsi qu'avec les clubs de soutien autour de l'organisation de festivités locales. Les principaux animateurs de cette radio sont, dans leur majorité, de jeunes Kotafon de niveau intellectuel différent : BEPC, BAC, Licence, Maîtrise, Master. La radio étant générée au départ par l'ONG ENJEU-ECOSYST, tous les animateurs sont soit en amont membres de ladite organisation, soit le deviennent *de facto* après leur embauche. Au-delà d'être un simple outil d'accès à la scène collective locale, *Radio Mono* cherche à renforcer le caractère « communautaire » des Kotafon, à les rendre visibles en les amenant à se faire entendre dans l'arène nationale²⁷.

²³ Cette langue est minoritaire dans le département mais pas dans la Commune de Lokossa.

²⁴ Entretien avec Sébastien Guidi, chef service des relations publiques et techniques de *Radio Mono*, février 2010.

²⁵ Entretien avec les responsables de Radio Mono, février 2010.

²⁶ Cotisations financières pour porter assistance aux personnes frappées par des événements malheureux.

²⁷ Prenant l'exemple de la télévision, Maigret (1994, p. 59-74) étudie les mécanismes par lesquels des femmes sont parvenues à « se faire entendre dans l'espace public ».

L'avènement de la décentralisation a fait naître dans la plupart des régions du Bénin la conscience du développement local. Beaucoup d'intellectuels, diplômés sans emploi, jadis installés dans la capitale Cotonou, ont effectué un mouvement inverse vers leur Commune ou région d'origine, où ils ont tenté de prendre les premiers rôles dans des associations locales de développement. Les responsables de l'ONG ENJEU-ECOSYST ainsi que de Radio Mono intègrent parfaitement cette logique de retour au bercaïl. Cette « logique du terroir » (N. Bako-Arifari, 1995, p.7-24) comble le besoin de visibilité des localités concernées. Plusieurs parmi celles-ci sont passées à l'étape complémentaire de la création d'une radio locale. L'idée est de se doter de centres d'intérêts communs et de renforcer les liens entre les citoyens se réclamant d'une même lignée, de manière à se rendre visible dans l'arène nationale à partir de la sphère locale. La création de Radio Mono s'inscrit dans cette dynamique. Elle fait la promotion de la culture kotafon et devient le porte-voix de cette ethnie dont certains membres ne veulent pas être en reste, ni dans la compétition pour la gestion du pouvoir central, ni dans le drainage des ressources du pouvoir étatique vers les Communes²⁸.

Certains membres de l'ethnie Kotafon utilisent Radio Mono dans l'optique de revaloriser leur localité tant au niveau du département du Mono, où la présence d'autres Communes et ethnies est effective, qu'au niveau national. Les *zémidjan* veulent se déterminer face aux grands enjeux de développement. Les débats de rue qu'ils animent sont nourris par la retransmission de la revue de presse qui aborde plusieurs sujets.

2. Enjeux des débats de rue : la revue de presse des « zémidjan »

La démonopolisation de l'espace audiovisuel devenue réalité à partir de 1994 a facilité la création des radios privées commerciales et communautaires dont l'objectif est de proposer d'autres sons de cloche à côté de la parole gouvernementale relayée par la radio nationale ou étatique. La jouissance de cette liberté d'expression de la parole radiophonique s'est renforcée après les premières élections communales et municipales. Les populations se sentent plus que jamais concernées par la gestion des affaires publiques. Les *zémidjan*, conscients que leur profession n'est qu'un pis-aller, veulent être au faite de l'actualité pour pouvoir prendre la parole et aider à

²⁸ Sous cette notion, Sylvie Capitant interroge les revendications identitaires individuelles et collectives rendues possibles par l'intermédiaire des radios. Voir S. Capitant (2008, p. 189-217). Par rapport aux liens entre promotion des langues locales et menaces sur l'unité nationale, lire M. B. Chibita (2006).

améliorer la gouvernance. Ils savent que cette forme de participation peut susciter l'espoir d'un lendemain meilleur dans un pays où des pans entiers de la population sont en proie à la paupérisation.

Du lundi au vendredi²⁹, à partir de dix heures du matin, le rendez-vous est honoré. Tous travaux cessants pour une pause à laquelle ils sont très attachés, les *zémidjan* s'attourent devant un lieu fixe, un kiosque à journaux, le plus fréquenté. Ils ne sont pas là pour acheter les quotidiens ou hebdomadaires, mais pour « y jeter un coup d'œil », prendre connaissance de l'actualité et discuter (A. Bahi, 2002, p. 13-35). Ceux du groupe qui ne savent pas lire se contentent de regarder les photos de la Une, se nourrissent des commentaires des autres et, ensuite, interviennent par rapport aux informations de seconde main³⁰. Mais ce qui les intéresse le plus, c'est ce à quoi ils ont tous accès : la revue de presse faite dans la langue la plus parlée par les habitants et relayée par Radio Mono. L'espace de prise de parole des *zémidjan* est pérenne, car les discussions ont lieu régulièrement. D'après mes enquêtes, leur périodicité est toujours respectée car l'heure dépend de l'émission de radio.

Par exemple ce jeudi 1er octobre 2009 à Lokossa, il est dix heures moins le quart quand vient s'attouper, devant le kiosque de vente de journaux situé à l'entrée du marché central Nestor d'Almeida, une foule de citoyens. Les uns debout, les autres courbés ou assis sur leur moto, les autres encore assis sur des briques, attendent avec impatience la revue de presse radiodiffusée prévue à dix heures précises. Certains faits renseignent sur la particularité et la composition sociale de cet espace de discussion³¹. Les trois-quarts environ sont constitués de *zémidjan*. Le quart restant est composé de spectateurs curieux. Ayant un âge compris entre 16 et 50 ans, le nombre de participants présents semble avoisiner les 200. A priori quasi-exclusivement masculin, cet *atchakpodji* ou agora est cependant plus mixte qu'il n'y paraît. Les *zémidjan* sont tous des hommes, cependant, la revue de presse qui se tient devant les kiosques ne leur est pas strictement réservée, et des femmes y participent, le plus souvent en spectatrices. Jeunes filles et femmes mariées proviennent de familles très modestes, sont des professionnelles de la vente à

²⁹ Les journaux écrits ne paraissant pas les week-ends, il n'y a pas revue de presse relayée par les médias audiovisuels et, par conséquent, pas de débats de rue.

³⁰ Ce sont des informations rendues accessibles sur fond d'interprétations faites par leurs collègues plus instruits. Les *zémidjan* sont une couche sociale hétérogène car, parmi eux, il y a des instruits ou scolarisés et des diplômés sans emploi.

³¹ Y. Sintomer (1998, p.7-19) relativise l'influence de la structure sociale sur les interactions au niveau d'un espace public donné en postulant la prépondérance des orientations internes audit espace.

la criée ou vendeuses ambulantes, et des commerçantes dont les étalages sont installés non loin du lieu des débats. Les vendeuses de produits alimentaires accourent vers ce lieu où elles font de bonnes affaires. Il y a de fait une petite économie qui s'est constituée autour des kiosques à journaux et des débats de rue.

Le lieu du rendez-vous n'est pas choisi au hasard : le kiosque à journaux, bien qu'étroit, à peine 20 mètres carrés, est populaire de par son récepteur radio à amplificateur. Sa grande devanture, donnant sur une rue secondaire non bitumée et ombragée par des arbres, contraste avec le caractère modeste du lieu. Les personnes présentes jettent un coup d'œil à la Une des journaux édités à Cotonou mais distribués jusqu'à Lokossa³².

J'entends quelques échanges informels sur l'accident de circulation ayant coûté la vie, la veille, à deux élèves de la Commune, un accident vite attribué à la dégradation de la voie reliant Lokossa à Comè et Dogbo. Tout à coup, à la radio, la revue de presse commence. Les participants à la tribune du kiosque observent un calme absolu pour écouter le journaliste, connu pour sa maîtrise des subtilités langagières et son sens de l'humour mêlé au commentaire de l'actualité en kotafon. Le plein volume de la radio amplifiée peut être entendu au-delà du périmètre du lieu de rassemblement. La revue de presse aborde divers sujets. Ces sujets, en fonction de l'importance qu'ils suscitent aux yeux des débatteurs, alimenteront les échanges.

Aussitôt la revue de presse terminée, le poste est éteint. La tribune est ouverte pour les *zémidjan*. Ils se lèvent pour prendre la parole et réfléchir à haute voix sur quelques sujets abordés dans la revue de presse. Ce jour-là, un sujet retient leur attention : il s'agit de la déclaration de Dakpè Sossou, maire de la Commune de Lokossa, élu du G13, un groupe de partis théoriquement du cadre de concertation des opposants au pouvoir :

« Je suis ravi d'avoir pris part à un Conseil des ministres sans être ministre. Je suis le premier maire à y avoir assisté, c'est un honneur que le Chef de l'État m'a fait et je lui en suis reconnaissant [...] Je suis très heureux d'avoir été ministre pendant environ deux heures de temps et c'est maintenant que j'ai réellement compris que le chef de l'Etat, le Docteur Boni Yayi, est vraiment soucieux de son pays [...]. Il a une bonne vision pour le Bénin, celle de son

³² Les propriétaires des journaux négocient les services des conducteurs de taxi-autos pour assurer leur transport vers l'intérieur du pays.

développement et les actes qu'il pose convergent vers cette vision »³³

La presse nationale était revenue sur les propos que ce maire, membre de l'opposition, avait tenus à l'occasion de la fête de l'indépendance du 1^{er} août, organisée de façon tournante dans les chefs-lieux de département et dont la 49^{ème} édition avait eu lieu à Lokossa. L'objectif de cette rotation est de promouvoir le développement équilibré des régions : en prélude aux cérémonies officielles d'une édition, la Commune désignée bénéficie d'un appui budgétaire spécial. À la veille du 1^{er} août se tient usuellement un conseil extraordinaire des ministres présidé par le chef de l'État et auquel participe le maire de la Commune honorée. La Commune de Lokossa était donc l'heureuse élue du jour, à la grande satisfaction de son premier magistrat qui, pour la première fois, eut l'honneur d'accéder au premier cercle présidentiel. Cet épisode mettant en scène un élu local, membre de l'opposition, en lien avec le pouvoir central, est vite devenu l'objet de polémiques. Les *zémidjan*-orateurs de Lokossa en ont fait le sujet principal de leur tribune et le support de prises de parole enflammées. Ayikpin, la quarantaine, *zémidjan* de son état et ayant le niveau CEP, est un des orateurs réguliers. Célèbre pour ses talents oratoires et la pertinence de ses idées, il prit la parole ce jour-là le premier, en Kotafon. À gorge déployée, sa voix porte très loin et il n'a pas besoin de micro. Ce conducteur de taxi-moto, qui a plus de vingt ans de carrière derrière lui, força l'attention de ses pairs en développant avec éloquence tout un réquisitoire contre le maire de sa Commune :

« Notre maire a perdu la tête, il s'est égaré. Les gens vont se moquer de nous. Voilà un maire opposant qui a exposé ses émotions après seulement une participation de deux heures à un conseil des ministres. Le chef de l'État l'a ébloui et l'a convaincu pour qu'il rejoigne la mouvance présidentielle. La déclaration de notre "maire-ministre" de deux heures nous a surpris. (Des applaudissements surgissent). Il a eu le sourire et a commencé à témoigner de l'ambiance de travail au sein du conseil des ministres jusqu'à souligner que le président de la République traite bien ses collaborateurs. Ce

³³ Propos de Dakpè Sossou, élu de G13, maire de la Commune de Lokossa, 31 juillet 2009.

discours ne peut provenir d'un membre de l'opposition. Il ferait mieux de devenir porte-parole du gouvernement. Vous voyez, nos frères et sœurs n'ont pas de travail, il n'y a pas des industries qui fonctionnent bien ici. Lokossa est pauvre et au lieu de rester dans l'opposition pour qu'elle prenne le pouvoir lors de l'élection présidentielle de 2011, il veut déjà abandonner le navire. N'est-ce pas ridicule ? (Applaudissements). Quand on est opposant, qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut l'assumer jusqu'au bout. C'est cela un homme. Le maire a sali Lokossa, il a sali nous les habitants de Lokossa. (Cris de joie). Oui, c'est ça »³⁴.

À peine a-t-il fini que d'autres voix se sont élevées dans la foule : « Attends ! Attends ! Tu as fini de parler, il faut nous laisser parler. Toi et ceux qui te soutiennent là, vous n'êtes pas les seuls ici. Compris ? ». Émile G., un autre *zémidjan*, trentenaire avait abandonné l'école deux années avant l'examen du CEP. Il apparut brusquement à la tribune, enleva sa chemise de travail, se frappa trois fois de suite la poitrine et remua la tête. Le groupe le soutenant lança en agitant les mains : « Adankanlin ! Adankanlin ! Sounoukpó ! [le lion de la forêt !] »³⁵. Du haut de ses deux mètres, le géant Émile G. jeta son regard à gauche et à droite, avant de commencer, presque en transe, son discours :

« Dakpè Sossou, notre maire, le maire de la Commune de Lokossa a bien les pieds sur terre. Il est concret et réaliste. (Acquiescements). Je vais continuer. Si je mens, il faut le dire. La fête a réussi parce que notre Commune a bénéficié de certaines infrastructures, notre Commune a changé un peu à cause du choix porté sur elle. Vous savez qu'il y a 77 Communes au Bénin et rien ne dit que ce fut notre tour le 1^{er} août dernier. Le chef de l'État n'était pas obligé de choisir Lokossa. Je pense que notre maire est reconnaissant et on doit l'encourager parce qu'il y a encore beaucoup de choses à faire dans la Commune, dans notre département. Vous savez que les Communes n'ont pas encore bénéficié du transfert complet des compétences et des ressources. Nous avons encore besoin de l'État central qui a les

³⁴ Propos recueillis et traduits par l'auteur, 1^{er} octobre 2009.

³⁵ L'expression vise à saluer le courage de cet orateur qui fait une démonstration de force par de grands gestes.

ressources et je pense que ce n'est pas en restant dans l'opposition que notre maire pourra convaincre le chef de l'État de mettre à sa disposition les ressources nécessaires au développement de Lokossa et du Mono (Applaudissements) »³⁶.

L'orateur pavoisa un instant en secouant sa chemise et en se frappant à nouveau la poitrine :

« Écoutez-moi bien, je n'ai pas fini. La politique est un jeu de gens qui sont éveillés, qui ne dorment pas, qui pensent bien. Le président lui a tendu la main, va-t-il [le maire] refuser et continuer à combattre le pouvoir exécutif ? S'il refuse et n'arrive pas à faire beaucoup de réalisations dans la Commune, c'est vous-mêmes qui allez le critiquer à la fin de son mandat. Ce n'est pas une affaire de deux heures de participation au conseil extraordinaire des ministres, ce n'est pas non plus une affaire de trahison des opposants, c'est une affaire de développement de notre Lokossa. (Cris de joie d'une partie de la foule). Laissez les opposants là où ils sont et soutenons notre maire pour qu'il ait les financements nécessaires pour continuer ce qui vient d'être amorcé grâce à la célébration de la fête du 1^{er} août ici, chez nous à Lokossa »³⁷.

Deux camps se forment et s'affrontent à la suite de cette deuxième intervention, entre ceux qui défendent et ceux qui critiquent le maire. Les interventions fusaient et personne ne semblait contrôler la situation. Au cours de ces chaudes discussions, chacun des deux groupes est resté fidèle à sa ligne d'argumentation. La question n'a pas été tranchée, et aucun groupe n'a finalement pris le dessus. Les orateurs et les participants ont été renvoyés dos à dos, et la discussion fut interrompue par une pluie intense qui s'abattit sur Lokossa autour de treize heures.

3. Arracher la parole, négocier son pouvoir

Deux ans plus tard, lorsque je revins à Lokossa le 3 septembre 2011, les *zémidjan* s'étaient rassemblés devant le même kiosque et à la même heure. Les sujets n'étaient plus les mêmes évidemment. Cette fois-ci, le débat se

³⁶*Ibid.*

³⁷ Propos recueillis et traduits par l'auteur, P. H., 1^{er} octobre 2009.

focalisait sur l'opération de recensement des agents de la fonction publique, une opération décrétée par le gouvernement en vue de détecter les pseudo-fonctionnaires de l'État qui émargeaient indûment au budget national³⁸. À cette occasion, les échanges ont été moins virulents, mais mettaient toujours en présence deux camps antagonistes : l'un contre le gouvernement et dénonçant les complicités au sein de l'appareil étatique, puisqu'il y avait eu un recensement du même genre deux ans plus tôt, et l'autre épousant la décision officielle. Ayikpin et Émile G., les deux *zémidjan*-orateurs remarquables de la tribune, incarnent cette bipolarisation, et chacun d'eux est cité par les autres comme une référence.

Ainsi par exemple, C. Méto, 40 ans, est conducteur de taxi-moto depuis 10 ans. Titulaire du BEPC, il n'a pu continuer les études car ses parents ne pouvaient plus le soutenir financièrement. Ce diplôme empoché, il décida de devenir instituteur à l'école primaire, mais le gel du recrutement systématique dans la fonction publique l'a contraint à devenir *zémidjan*. Au départ, il a dû conduire pour le compte d'une autre personne avant d'acheter sa propre moto. C. Méto ne prend pas tout le temps la parole devant le kiosque de Lokossa. Cependant, il a une connaissance fine du fonctionnement des débats. Il confirme la formation des deux camps d'orateurs et se définit comme appartenant à la tendance d'Ayikpin. Âgé de 37 ans, B. Houndjhoumé est un *zémidjan* de l'autre camp qui a constamment fréquenté la tribune de Lokossa ces cinq dernières années. Il se déclare membre de l'autre groupe d'orateurs, influencé par le leadership d'Émile G. :

« Depuis que je viens ici, j'ai remarqué que les orateurs se répartissent en deux groupes opposés. Mes gars et moi soutenons toujours Émile G. Celui-ci n'a pas un diplôme de l'école du Blanc, mais il est cultivé. Il est un vrai connaisseur des réalités de la vie sociale [é séayi]. Le combat que nous menons ici est un combat d'idées. Nous sommes en démocratie ! »³⁹.

³⁸ A cause de la corruption, des agents du trésor public continuent de faire des virements de salaire à certains fonctionnaires de l'Etat déjà décédés tout comme ils le font à d'autres frauduleusement inscrits sur la liste des agents permanents de l'Etat. Les recensements permettent de démasquer les cas de fraude.

³⁹ Entretien avec B. Houndjhoumé, Lokossa, 19 septembre 2011.

L'espace « public » de Lokossa est dominé par deux types de paroles antagonistes dirigées contre le maire de la Commune ou soutenant ses actions, ou encore pour ou contre le gouvernement. La bipolarisation politique des débats est souvent présentée de manière passionnelle par ces orateurs qui tentent de se définir une ligne d'argumentation. Cette structuration duale du débat se retrouve dans la configuration spatiale des séances de discussion. Disposés en demi-cercle, les orateurs de chaque groupe se font face. Au fur et à mesure que les discussions s'intensifient et que les uns cherchent à convaincre les autres, certains points de divergence peuvent tomber sans que cela ne remette en cause le caractère irréductible des deux groupes, puisqu'on observe *in fine* une nouvelle pomme de discorde.

Aucune règle formelle de distribution de la parole n'est observable. Celle-ci ne semble pas être organisée de manière ouverte au nom de principes spécifiques, ce qui explique que plusieurs personnes interviennent parfois simultanément. La parole ne se donne pas : elle s'arrache entre les divers sous-groupes incarnant les sensibilités politiques en présence. Toutefois, chaque camp sait écouter son contradicteur, même si cela ne l'amène pas à changer d'avis. Chacune des sensibilités politiques sait aussi laisser ceux qu'elle reconnaît comme ses *leaders*, en fonction de leur talent oratoire, de leur niveau de culture et non en considération du droit d'ânesse ou de l'ancienneté dans la participation, pour aller au-devant de la scène en vue de développer une argumentation et réorienter les débats.

Les *zémidjan*-orateurs de la tribune des kiosques à journaux exercent eux-mêmes la police des débats : les prises de parole se négocient sans un modérateur commis à la tâche⁴⁰. Les participants se connaissent et il s'est développé parmi eux un *leadership* (par la prise de parole) autre que celui existant au niveau des syndicats de conducteurs de taxis-motos dont ils relèvent. Les enjeux ne sont pas forcément les mêmes : ils sont ici moins corporatifs ou syndicaux que politiques. Chaque intervenant défend ses convictions en prenant position pour ou contre certains acteurs politiques et sociaux majeurs dont les noms sont cités dans les quotidiens ou dans la revue de presse. Dans l'un ou l'autre cas, les *zémidjan*-orateurs se cantonnent à cette fonction critique ou laudative et ne manifestent pas d'ambition de passage à la gestion politique.

⁴⁰ Contrairement aux exemples relatés par F. Brisset-Foucault (2011) et R. Banégas (2006, p. 141-158).

Espace ouvert à tous, le kiosque à journaux demeure néanmoins assez étroitement surveillé. Lors de la séance du 3 septembre 2011, certains *zémidjan* m'ont indiqué du doigt des personnes, parmi la foule, qu'ils pensent être des émissaires du maire. Leur présence n'a pas semblé influencer le discours des orateurs, mais elle dénote une attention du pouvoir à l'existence des assemblées de rue.

4. Orateurs du kiosque à journaux : un contre-pouvoir ?

La volonté de participation par la prise de parole a-t-elle une incidence sur la vie politique dans son ensemble ? La tribune des revues de presse est une manière pour les orateurs de se positionner politiquement et de revendiquer leur légitimité à participer à l'animation de démocratique⁴¹. En cela, je pense avec M. Hilgers que « l'effet de la presse écrite est loin d'être limité au public lettré. Celle-ci touche également une large part de la population analphabète à travers les conversations, les débats et à travers l'écho qu'elle trouve à la radio et à la télévision » (2009, p.322). Les préoccupations sont focalisées sur la vie sociopolitique, sur le quotidien des citoyens, sur les élus locaux, les parlementaires, le gouvernement, etc. Qu'ils soient proférés pour ou contre les gouvernants locaux et nationaux, les discours des *zémidjan*-orateurs ont parfois des effets observables. Il arrive que les débats se tenant devant les kiosques amènent les autorités interpellées à prendre des mesures ou à organiser des séances d'échange avec la corporation des *zémidjan*. Le cas échéant, celles-ci se tiennent dans l'enceinte de la mairie ou dans d'autres lieux publics comme la Maison des jeunes.

Ainsi, Kiki A., 33 ans, fils de charpentier, ancien élève de classe de seconde et *zémidjan*-orateur participant régulièrement à cette tribune depuis cinq ans, se souvient que le conseil communal de Lokossa avait dû, suite aux débats des *zémidjan*, organiser en 2010 une séance publique pour donner des explications détaillées sur ses attributions et sur celles du maire⁴². Certains membres du personnel de l'administration communale reconnaissent avoir été associés à la convocation de deux séances publiques cette année-là, l'une consacrée à la vulgarisation des axes prioritaires du Programme de développement communal (PDC), et l'autre au contenu de la deuxième phase du Programme de gestion urbaine décentralisée (PGUD). Par le truchement de ses services départementaux, le gouvernement central a aussi

⁴¹ Ce n'est pas forcément le but affiché. Toutefois, cela peut les amener à faire leurs premiers pas en politique. Certains se trouvent des mentors pour se porter candidats aux élections. Cf. M. Offerlé et F. Sawicki (1996).

⁴²Entretien avec Kiki A., Lokossa, 4 septembre 2011.

commis en 2010, toujours suite aux débats de rue, une mission de sensibilisation relative aux risques auxquels s'exposent les vendeurs d'essence « *kpayó* »⁴³. Un an après, une autre a été conduite pour tenter d'apaiser la tension sociale du fait des suspicions nées lors de l'élaboration de la Liste électorale permanente informatisée (LEPI)⁴⁴. Forts de leur emprise sur les discussions de rue, les *zémidjan* et leurs orateurs deviennent des interlocuteurs des candidats aux différentes élections. Ces derniers se sentent de plus en plus contraints de venir partager avec eux les points essentiels de leur projet de société.

Ainsi, les prises de parole sont investies d'une mission démocratique, dans le but d'influencer les décisions politiques. J. Ouido, 41 ans, vend des produits sur le marché central de Lokossa. Du fait de sa profession, il assiste régulièrement aux débats. À l'instar d'autres orateurs interrogés pendant l'enquête, il explique :

*« C'est suite aux critiques formulées ici que notre maire et ses adjoints ont visité les chantiers publics abandonnés en cours d'exécution par certains entrepreneurs. Leur visite a été médiatisée parce qu'ils veulent montrer que le dossier ne leur a pas échappé. Ils ont alors pris des mesures contre les entrepreneurs indélicats. Les chantiers ont été livrés avec retard, mais ils ont été livrés quand même. Les commentaires de la tribune que vous voyez ont attiré l'attention du maire sur les comportements de certains habitants : l'occupation anarchique des trottoirs et le déversement des ordures ménagères sur les voies publiques. Récemment, il a mis sur pied une équipe communale chargée de veiller au respect de la mesure d'interdiction »*⁴⁵.

Dans les milieux scolaires, il se murmure que l'implantation des panneaux de signalisation sur les voies d'accès aux écoles en vue de réduire la fréquence des accidents a été possible grâce à la parole des orateurs. Sur

⁴³ L'essence frelatée provenant de la contrebande.

⁴⁴ La LEPI est initiée pour remplacer la liste électorale manuelle jugée peu fiable. Dans le comité politique chargé de la réaliser se retrouvent des représentants des partis de la mouvance présidentielle ainsi que de l'opposition. Les seconds, pour avoir soupçonné des manœuvres frauduleuses, ont démissionné en appelant les citoyens au boycott de l'opération.

⁴⁵ Entretien avec J. Ouido, Lokossa, 19 septembre 2011.

cette question d'intérêt général mais également de survie professionnelle pour les conducteurs de taxis-motos, vu que la circulation se rapporte directement à leurs pratiques quotidiennes, le renouvellement des débats de rue a fini par impacter positivement les décisions des autorités compétentes. Le renouvellement des critiques formulées par les orateurs à l'endroit des directeurs d'école, qui continuent de percevoir des frais de scolarité auprès des parents d'élèves malgré la gratuité de l'enseignement primaire, a été pris au sérieux par le gouvernement national qui a procédé aux vérifications. Certains directeurs ont même été affectés de leur poste en guise de sanction administrative (Relevé du Conseil des ministres, premier trimestre 2012). Sans forcément avoir l'ambition de faire l'expérience de la gestion des affaires publiques en se portant candidats, les *zémidjan*-orateurs ont compris qu'ils peuvent utiliser leur parole pour jouer un rôle dans l'histoire politique locale et nationale en poussant les gouvernants à rechercher des solutions aux problèmes sociaux. Par ailleurs, les *zémidjan* sont souvent impliqués dans des campagnes de sensibilisation visant des changements de comportement au plan social (T. Grätz, 2010, p.18-33 ; I. Falola, 2009, O. B. Lawuyi, 1988, pp.1-3). A côté du processus d'action publique, on observe une tentative d'appropriation politique des *atchakpodji*, assemblées ou agoras.

5. Usages politiques des *atchakpodji* ou agoras

Tel que démontré jusque-là, les *zémidjan*-orateurs ont l'audace de leurs pensées et prennent la place qui leur revient dans l'animation de la vie démocratique. Leurs prises de parole contribuent quelque peu au changement du mode de gouvernance et impactent le processus d'énonciation des décisions politiques. Cet état de choses n'empêche pas d'observer d'autres aspects cachés de l'art oratoire valorisé dans les *atchakpodji* ou agoras. Pour les personnages politiques, cette espèce de tribune devant les kiosques représente, entre autres, un lieu de sondage pour tester leur popularité. À cette fin, ils y envoient des émissaires⁴⁶. Ainsi, ces tribunes sont au cœur d'enjeux non-négligeables, puisque les commentaires qui y sont faits peuvent servir ou remettre en cause des intérêts politiques.

⁴⁶ Voulant tester sa popularité à l'approche de l'élection présidentielle de mars 2011, le président Boni Yayi candidat à sa propre succession est allé plusieurs fois dans le kiosque situé à côté de la morgue au Champ de foire de Cotonou. J'ai observé qu'il en a profité pour échanger avec des citoyens ordinaires. Quant à Dakpè Sossou, maire de la Commune de Lokossa, il m'a été montré quelques-uns des émissaires qu'il a envoyés suivre les débats des *zémidjan* au marché central.

Les dispositions souterraines prises par les acteurs politiques pour tenter d'en avoir le contrôle, soit en envoyant des émissaires s'informer, soit en entreprenant directement certains orateurs qui perçoivent des prébendes, renvoient aux modalités d'intrusion du monde politique dans les discussions. En conséquence, elles montrent qu'on est loin d'un espace public « neutre » animé par des orateurs individuels à l'abri de la tentation de la manipulation. Parmi les organisations syndicales (LARES Bénin, 2009 ; A. Bancolé, 1998, p. 153-169) des *zémidjan*, certains ont rejoint des structures politiques comme le Syndicat des conducteurs de taxis-motos du littoral (SYCOTAMOL) se réclamant du parti d'opposition La Renaissance du Bénin⁴⁷. D'autres ont créé des mouvements de soutien à tel ou tel acteur politique. C'est le cas du Mouvement des *zem* pour un Bénin émergent (MOZEB) dont le but est de soutenir l'action du président Boni Yayi. Les *zémidjan*-orateurs issus de ces milieux syndicaux politisés défendent la position des sphères politiques auxquelles ils sont étroitement liés. Selon nos sources, bien des *zémidjan*-orateurs, y compris ceux qui ne sont pas membres d'une organisation syndicale partisane, sont approchés par des élites politiques qui leur donnent des prébendes. « Entretenus », ils tentent d'influencer les débats par leurs discours.

Cela vaut tant pour les *zémidjan*-orateurs que pour les journalistes qui présentent la revue de presse dont les informations servent de matériaux aux échanges. Des débats existent sur le non-respect de la déontologie journalistique par les présentateurs des revues de presse. L'exemple le plus cité concerne Dah Houawé (de son vrai nom Eustache Atinkpahoun), célèbre présentateur en langue fon sur la radio privée commerciale CAPP FM, qui émet depuis Cotonou. Sa chronique est très populaire et très polémique. Il lui est reproché de faire des commentaires orientés au lieu de s'en tenir aux faits, en travestissant parfois la pensée des auteurs des articles relayés. Ainsi, il a été accusé de « sacrifier le vrai sur l'autel de l'ivraie » et de verser dans le « sensationnel, [le] vulgaire et [le] ronflant » (F. S Kpoguè, 2007). Les dérives constatées dans la revue de presse de Dah Houawé lui ont valu des récriminations de l'Observatoire de la déontologie et de l'éthique dans les médias (ODEM), et se sont même traduites, en novembre 2009, par la suspension de son émission pour une période de 30 jours à l'issue des

⁴⁷ La classification des partis politiques n'est jamais figée au Bénin. Au gré des intérêts, un parti d'opposition peut du jour au lendemain passer dans la mouvance gouvernementale, et vice versa.

audiences de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la convocation (HAAC).

Dah Houawé peut être un cas d'école. Ce qui lui est reproché sur CAPP FM est valable pour Radio Mono, ainsi que pour d'autres présentateurs en langues nationales, qui prennent prétexte des journaux pour donner des informations fantaisistes. Plusieurs fois, ils sont soupçonnés de percevoir des pots de vin pour commenter un titre qui sert les intérêts de leurs commanditaires : une corruption, ou une « dérive du journalisme de marché » (E. Adjovi, 2002). Ces manipulations sont liées au « rapport de clientèle » (J.-F. Médard, 1976, p.103-131) avec des personnes à qui profitent les informations relayées⁴⁸.

Le genre bien particulier des revues de presse est également vulnérable à la circulation de la rumeur, tant orale qu'écrite (E. Taieb, 2001, p. 231-271). Joignant par téléphone la station radio, des citoyens attirent quelquefois à dessein l'attention des présentateurs sur certaines informations erronées. N'ayant pas encore reçu le journal évoqué, il arrive que ces derniers fassent confiance aux manipulateurs en relayant, au cours de la revue, « un titre non publié ». Ces présentateurs prennent parfois l'initiative de diffuser des « nouvelles improvisées » (T. Shibutani, 1966)⁴⁹ en faisant endosser subrepticement et injustement celles-ci à l'un des journaux qui leur sont parvenus. Vu sous cet angle, la production journalistique ne peut qu'être confrontée à la fluidité de l'« agir rumorale », surtout que « l'activité politique semble particulièrement opportune au jeu des rumeurs » (P. Aldrin, 2005, p. 89). Les *atchakpodji* ou agoras sont comme des diffuseurs et des amplificateurs de ces informations dont la validité semble être « assurée » par la radio et la presse écrite. La corporation des *zémidjan* profite de la tribune des kiosques à journaux pour d'abord s'informer. Elle reproduit l'information obtenue, la modifie au besoin, puis la diffuse dans son environnement social⁵⁰. La partition qu'elle joue dans la diffusion des rumeurs est parfois motivée par des négociations financières.

⁴⁸ Sur les rapports entre la presse écrite et la sphère politique au Cameroun, lire J.-F. Bayart (1973).

⁴⁹ Se référer aussi à J.-B. Renard (1999).

⁵⁰ Les *zémidjan* sont des usagers particuliers de la route. Ils sont dans toutes les rues et engagent des discussions avec leurs clients. D'un moment à l'autre, l'information peut se dénaturer au profit du colportage de rumeurs. Les *zémidjan* constituent un véhicule d'informations vraies ou fausses.

Conclusion

Bien que revendiquant un rôle démocratique, l'espace d'écoute et de prise de parole des *zémidjan* n'arrive pas toujours à confirmer son autonomie. Sur cet aspect, j'ai montré comment les leaders politiques tentent d'y avoir des relais, s'y rendent par moments ou y envoient des émissaires. J'ai aussi souligné la manière dont les discours de ces *atchakpodji* ou assemblées sont réceptifs et participent de la mise en forme de rumeurs. De part en part, ils sont traversés par des conflits où des orateurs se séparent sans parvenir à concilier leurs divergences. À travers ce prisme se lit la volonté d'une rentabilisation politique (le fait de profiter de sa position d'orateur pour se faire payer ses prestations ou percevoir d'autres prébendes)⁵¹. Dans ces espaces, les *zémidjan*-orateurs sont encore loin de passer le cap d'une « professionnalisation » systématique de leur art oratoire, contrairement aux orateurs ougandais étudiés par Brisset-Foucault (2011).

On comprend que « l'espace public ne se décrète pas » (D. Wolton, 2000, p. 222), mais se construit de manière spécifique par des citoyens qui en ont la volonté. Sa construction et sa forme ont une histoire, laquelle a commencé en l'occurrence avec le réveil de certains Kotafon de Lokossa qui se sentaient frustrés par la non-acceptation de leur langue sur les médias des Communes voisines. La création de Radio-Mono a engendré la visibilité des Kotafon dans l'arène nationale et a surtout donné, de par sa revue de presse, l'occasion à des citoyens de créer leur propre tribune afin de mener des discussions de rue. L'introduction de nouveaux supports de la communication encourage la prise de la parole qui peut prendre plusieurs formes : participation citoyenne, participation politique ou contrôle citoyen de l'action publique. L'espace « public » des *zémidjan*-orateurs dévoile, au-delà même de « la communication entre élus et citoyens » (Y. Sintomer, 1998, p. 7-19), des prises de positions politiques qui prennent, pour reprendre les mots d'Hirschman, soit la forme de la « prise de parole » traduisant une liberté d'esprit, soit celle de la « loyauté » (A. O. Hirschman, 1995) à la mouvance ou à l'opposition, celles-ci étant communales mais aussi gouvernementales. La tribune créée devant les kiosques (*atchakpodji*, assemblée ou agora) est un espace bipolarisé qu'il serait hasardeux d'assimiler à l'espace public de J. Habermas (1993, p. 13-66). Mais à défaut de reproduire l'idéal habermassien, les dynamiques de la prise de parole observées chez les *zémidjan* ont permis d'analyser les mécanismes de

⁵¹ La rentabilisation politique rejoint « la politique du ventre » développée par J.-F. Bayart (1989).

reconstruction et de structuration d'un espace de parole kotafon, mettant en forme une version spécifique de la « publicité ».

Références bibliographiques

- Adjovi, E. V., 2002, *Liberté de presse et corruption au Bénin: la dérive du journalisme de marché*, Johannes Gutenberg-Universität Mainz, Arbeitspapiere/Working Papers, N°10.
- Agossou N., 2004, « Les taxis-motos zémijan à Porto-Novo et Cotonou », *Autrepart*, 32, pp. 135-148.
- Aldrin P., 2005, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, PUF, Sociologie d'aujourd'hui.
- Bahi A., 2002, « L'effet 'titrologue' : une étude exploratoire dans les espaces de discussion des rues d'Abidjan », *Revue Enquête* (Presses Universitaires d'Abidjan), n° 8, pp. 13-35.
- Bako-Arifari N., 1995, « Démocratie, régionalisme et logique du terroir au Bénin », *Politique africaine*, n° 59, pp. 7-24.
- Bancolé A., 1998, « Les transports urbains dans les villes côtières du Bénin : rôle des taxis-moto zemidjan dans le développement socio-économique de Ouidah », *Annales FLASH/UNB* (6), pp. 153-169.
- Banégas R., 2003, *La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala
- Banégas R., 2006, « La France et l'Onu devant le 'parlement' de Yopougon. Paroles de 'jeunes patriotes' et régimes de vérité à Abidjan », *Politique africaine*, 114, p.141-158.
- Bayart J.-F., 1973, « Presse écrite et développement politique au Cameroun », in *Revue française d'Etudes politiques africaines*, n° 88, pp.48-63.
- Bayart J.-F., 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.
- Bayart J.-F., Geschiere P. et Nyamnjoh F., 2001, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, 10, janvier, pp. 53-70.
- Brisset-Foucault F., 2011, *Prendre la parole en Ouganda. Critique et citoyenneté sous l'hégémonie du Mouvement de résistance nationale (NRM)*, Thèse de doctorat de science politique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Capitant S., 2008, « La radio en Afrique de l'Ouest, un 'média-carrefour' sous-estimé ? L'exemple du Burkina Faso », *Réseaux*, n° 108, pp. 189-217.

- Chibita M. B., 2006, *Indigenous Language Programming and Citizen Participation in Ugandan Broadcasting: An Exploratory Study*, Thèse de doctorat en communication, University of South Africa.
- Falola I., 2009, « Les conducteurs de taxi moto au Bénin : médias ambulants, activistes politiques », *Nouvelles Mutations*, 20 Juin.
- Grätz T., 2010, « Miners and taxi drivers in Benin : emergent moral fields in informal migrant settings », in Tilo Grätz, (ed.), *Mobility, transnationalism and contemporary African societies*, Cambridge Scholarly Publications, Newcastle Upon Tyne, pp. 18-33.
- Habermas J., 1993, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- Hilgers M., 2009, *Une ethnographie à l'échelle de la ville. Urbanité, histoire et reconnaissance à Koudougou (Burkina Faso)*, Paris, Karthala.
- Hirschman A. O., 1995 [1970], *Défection et prise de parole*, trad. C. Besseyrias, Paris, Fayard.
- Kpoguè F. S., « La revue de presse en fon sur CAPP FM : les trois tentations de Dah Houawé », [mis en ligne le 04 avril 2007], <http://djiwan.blogg.org/date-2007-04-04-billet-567414.html>, consulté le 27 septembre 2012.
- LARES-Bénin, 2009, *Rôle et viabilité du secteur de transport marchand des engins à deux roues en Afrique de l'Ouest : cas de quelques villes du Bénin et du Togo*, n° 006, février.
- Lawuyi O. B., 1988, « The World of the Yoruba Taxi Driver: An Interpretative Approach to Vehicle Slogans », *Africa* 58 (1), pp. 1-13.
- Lonsdale J., 1996, « Ethnicité, morale et tribalisme politique », *Politique africaine*, 61, pp. 98-115.
- Maigret E., 1994, « Se faire entendre dans l'espace public. Les femmes, la télévision et le citoyen téléspectateur », *Réseaux*, 63, p. 59-74.
- Mbembé A., 1989, « Le spectre et l'État. Des dimensions politiques de l'imaginaire dans le Cameroun postcolonial », *Revue de la Bibliothèque Nationale*, 34, pp. 2-13.
- Médard J.-F., 1976, « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, n° 1, pp. 103-131.
- Offerlé M. et Sawicki F., 1996, « Entrée en politique. Apprentissages et savoir-faire », *Politix*, 35.
- Otayek R., 1999, « La démocratie entre mobilisations identitaires et besoin d'État : y a-t-il une 'exception' africaine ? », *Autrepart* (10), pp. 5-22.
- Renard J.-B., 1999, *Rumeurs et légendes urbaines*, Paris, PUF.

Shibutani T., 1966, *Improvised News: A Sociological Study of Rumor*, New York, Bobbs-Merrill.

Sintomer Y., 1998, « Sociologie de l'espace public et corporatisme de l'universel », *L'Homme et la Société*, 4, pp.7-19.

Strauss, Anselm L. and Corbin, Juliet (1990), *Basics of qualitative research: Grounded theory procedures and Technics*, Sage publications, Newbury Park, London, New Delhi.

Strauss, Anselm L. and Corbin, Juliet (1994), *Grounded theory methodology. An Overview*, In Denzin, N.K.(eds): *Handbook Qualitative Research*. London, New York: Sage 273-285.

Taieb E., 2001, « Persistance de la rumeur. Sociologie des rumeurs électroniques », *Réseaux*, n° 106, pp. 231-271.

Wolton D., 2000, *Internet, et puis après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris, Flammarion.

NOTE A L'INTENTION DES CONTRIBUTEURS

DEZAN est la revue scientifique du Département de Sociologie-Anthropologie de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin. De sa dénomination «dézán» signifiant «rameau» en langue béninoise «fɔngbé», elle est représentative de la symbolique du changement social en culture africaine. De ce fait, la **Revue DEZAN** se donne pour vocation première de contribuer à une configuration décloisonnée des sciences de l'homme et de la société, pour une synergie transversale et holistique génératrice d'une interdisciplinarité plus fertile à un développement convergent où l'endogène et l'exogène sont en parfaite cohésion. Elle paraît au rythme de deux numéros par an. Les articles y sont rédigés en français, anglais, allemand, ou en langues nationales africaines.

Le comité de lecture est habilité à accepter pour publication ou non les articles soumis. Chaque article est résumé en une page au plus assorti de cinq mots clés du travail. Le manuscrit de 20 pages au plus est soumis en exemplaire original, recto seulement, saisi à l'intérieur d'un cadre de frappe 21 x 29,7; police Times New Roman, point 12, interligne 1,5. Il est accompagné d'un CD-RW ou d'une clé USB comprenant les données. Chaque auteur est appelé à donner son adresse électronique et son institution d'attache. Les cartes et les croquis sont scannés et notés de façon consécutive.

L'usage de l'Alphabet Phonétique International pour transcrire les termes en langues nationales est vivement conseillé. Les références bibliographiques dans le texte sont faites selon l'approche Van Couver ou Harvard dans une parfaite harmonie selon le choix de l'auteur. Chaque auteur apporte une participation de 20.000F.



ISSN 1840-717-X DU 4ème trimestre
Dépôt Légal N° 6378 du 4ème trimestre

Impression : Centre des Publications Universitaires
(Université d'Abomey-Calavi) Tél. : (00229) 95 91 57 61
République du Bénin